

JOURNAL DE QUÉBEC

POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL ET LITTÉRAIRE.

NOUVELLES DE ROME.

Rome, 24 avril 1849.

Je vous ai fait connaître les brutalités et les outrages commis dans ces derniers temps, d'abord contre deux des pensionnaires de notre Académie de France, et ensuite contre le chanoine Estrade. Pourquoi ces violences sont-elles restées impuissantes ? Pourquoi la tolérance de notre gouvernement contre les auteurs de ces attentats et contre la misérable faction qui en a assumé la responsabilité ? Voilà ce qui cause l'étonnement et la douleur de notre colonie française. Nous avons trop de confiance dans la fermeté et la droiture des hommes qui tiennent en ce moment la direction de notre pays pour croire de leur part à un abandon ; sembleraient-ils donc mal renseignés par les agents tant politiques que consulaire, qui sont en ce moment à Rome ? Faut-il les accuser de mollesse ou d'incapacité ? Je ne sais lequel choisir ; car il y a là de certains mystères que je ne veux pas encore pénétrer, mais il suffit, je l'espère, que notre gouvernement soit prévenu pour qu'il se tienne sur ses gardes.

Ces réflexions me sont inspirées par les nouveaux faits qui viennent de s'accomplir, et qui certainement n'auraient pas eu lieu sans l'impunité accordée aux premiers.

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, l'un de nos plus honorables compatriotes, le docteur Mureau, médecin des *pieux établissements français*, a vu son domicile envahi par une douzaine d'individus portant l'uniforme de gardes civiques, et qui, sans exhiber aucun ordre, aucun mandat pour justifier la prétendue mission qu'ils s'attribuaient, se sont emparés de la personne de son domestique ; le docteur s'est adressé immédiatement à notre consul pour porter plainte contre la violation de son domicile, et pour savoir, par son entremise, le motif de l'arrestation et ce que son domestique était devenu. Il n'a pu jusqu'à présent obtenir l'honneur d'une réponse.

Mais ce fait, quoique grave en lui-même, devient insignifiant quand on le compare à celui qui s'est passé il y a trois jours près de Sainte-Marie-Majeure, dans la *Via dei sette sale*. Là, habitant dans une villa, avec sa famille, le célèbre peintre belge Vanderstappen ; entre onze heures et minuit, sa maison a été cernée et bientôt envahie par une soixantaine d'individus commandés par Ciceruacchio et par son fils, tous revêtus de l'uniforme de gardes civiques ; ils venaient sous prétexte de faire une visite domiciliaire. Vanderstappen est un vieillard âgé de quatre-vingts ans ; il se trouvait avec sa femme, son frère, qui a eu le temps de prendre la fuite, et le curé de Saint-Jean-de-Latran, à qui il donnait asile depuis quelques jours. Les envahisseurs se sont jetés sur lui et sur le curé, et ils les ont traités l'un et l'autre avec la plus grande cruauté. Vanderstappen a reçu de nombreuses contusions et un coup de baïonnette dans le côté ; mais le curé a été plus abîmé encore. Ciceruacchio et ses compagnons, après lui avoir ouvert le corps en plusieurs endroits à coups de crosse, l'ont étendu par terre, et, par une décision barbare, sous prétexte de lui faire la tonture, ils lui ont brûlé la tête avec une torche à vent.

Pendant ce supplice, ces misérables n'ont pas cessé de faire entendre les paroles les plus outrageantes et les plus obscènes ; plusieurs fois ils ont couché le curé en joue, renouant ainsi une épouvantable agonie, et enfin ils l'ont abandonné à demi-mort.

Je sais qu'il n'est pas nécessaire, pour exciter vos sympathies en faveur du malheureux curé de Saint-Jean-de-Latran, que vous connaissiez à quel pays il appartient, cependant il n'est pas inutile que vous sachiez qu'il est Français d'origine, il est né en Corse, et je crois qu'il a conservé sa nationalité.

Après ces atrocités, le pillage de la maison a commencé, et les envahisseurs se sont emparés de tout ce qui leur est tombé sous la main : espèces d'or et d'argent, montre et chaîne d'or, et une médaille que Vanderstappen avait reçue de Napoléon à la suite d'une exposition.

C'était l'objet auquel il tenait le plus, il le réclamait avec instance. Ciceruacchio touché un instant de ses plaintes, lui dit : « Il ne m'est pas possible de vous le faire rendre, mais j'espère avoir pour ma part (sa part du pillage) 25 soudis, et je vous les remettrai. »

La bande a passé le reste de la nuit et la journée du lendemain dans la villa Vanderstappen, vivant sur la basse-cour et sur la cave.

On avait annoncé qu'ils s'étaient livrés à d'affreux sacrilèges au milieu de leurs orgies, mais ces bruits ne sont pas confirmés.

Le gouvernement romain n'a manifesté aucune réprobation contre ces infamies, seulement Menconi, directeur de la police, a donné sa démission, mais Ciceruacchio et tous les hommes de sa bande sont libres et marchent tête levée.

Je crois, comme je vous le disais, que le curé de Saint-Jean-de-Latran a conservé sa qualité de Français ; mais qu'il importe, après tout ! un gouvernement qui s'associe à des actes aussi barbares ou qui est contraint de les tolérer, n'est plus un gouvernement, et les nations civilisées ont le droit de lui demander compte de sa conduite, et de venir elles-mêmes protéger leurs nationaux.

Je suis obligé de terminer cette lettre déjà bien longue ; mais permettez-moi de moins d'appeler votre attention sur un document des plus extraordinaires et des plus importants inséré dans le *Moniteur romain* du 20 avril, c'est la fameuse pétition du Cercle populaire demandant la suppression du *Costituzionale romano*, et la condamnation des rédacteurs comme calomnieux ; parmi les trente signataires de cette pièce étrange, vous remarquerez le nom de Sterbini. Ces gens respectent la liberté de la presse aussi bien qu'ils ont respecté les droits les plus sacrés de l'humanité et l'inviolabilité du domicile.

S. E.

P. S. On a annoncé que les troupes françaises ont débarqué à Civita-Vecchia.

CONSEIL LÉGISLATIF.

APPEL DE L'UNION.

Vendredi 19. M. DE BLANCHÈRE, conformément à ce qu'il avait donné, proposa une série de résolutions ayant pour but la dissolution de l'Union et la suppression de la loi sur le divorce. L'hon. M. Desjardins, l'un des membres du Haut-Canada, a répondu par la négative, et a déclaré qu'il ne pouvait pas se joindre à une proposition qui tendait à détruire la base même de la société.

de l'Union que parce qu'il était en banqueroute et ne pouvait obtenir aucun secours de la Grande-Bretagne ; et à présent, que les finances des provinces Unies sont dans un mauvais état à cause des dépenses toujours croissantes du gouvernement et de la législation, il demande la séparation. Et ces gens là se moquent de l'incapacité, et de la légèreté française. Le moyen de ruiner un pays, c'est l'incapacité en matière aussi graves. Il prétend que l'Union est faite et qu'il n'y a plus besoin de preuves pour voir qu'elle ne peut fonctionner bien. La complication dans la législation et l'animosité à laquelle elle a donné lieu dernièrement en sont des preuves bien déplorables.

Quoique l'Angleterre doive être portée maintenant à voir cette colonie avec beaucoup de dégoût, il faut néanmoins, dit-il, reconnaître que M. l'inspecteur-général est éminemment qualifié à rétablir la confiance et le crédit de la province. Il s'agit d'abord de proposer de mettre le mot modification à la place du mot dissolution de l'Union, pour porter un coup un peu moins sensible ; mais il s'est décliné à cette dernière proposition, parce qu'il désire que le Bas-Canada puisse faire sa législation à Québec sans l'intervention du Haut-Canada, de même qu'il veut que le Haut-Canada fasse sa législation autrement que par le secours d'une majorité française du Bas-Canada.

Québec serait la résidence de gouverneur-général actuel ou de tout autre qui le remplacerait ; car tout gouverneur général sera dans la même position que lord Elgin ; le gouverneur devra toujours se conformer aux vœux bien entendus du peuple tels qu'ils s'expriment par ses représentants, seul système du gouvernement qui peut de nos jours exister dans le monde. Il faut se soumettre à la majorité, que la chose soit agréable ou non.

L'hon. M. Massue répondit à M. DeBlanchère, prétendant que les dernières émeutes de Montréal ne prouvent rien en faveur de la proposition de l'honorable monsieur. Les mécontents sont un petit nombre dans Montréal même. Quant à l'histoire que l'on veut bien faire sur l'ascendant français, c'est une fiction, c'est une lâche injustice faite dans le public par la presse trop, mais qui n'a été accueillie que par une faible faction. Sur dix membres du cabinet, six sont anglais ; dans l'Assemblée législative, sur 64 membres, 56 portent des noms anglais ; puis le ministère et la politique libérale sont soutenus par une majorité de 400,000 de la population anglaise, sur la majorité de 920,000 des deux races, qui envoient des membres au parlement. Rien ne doit hâter la chambre de prendre ces résolutions en contemplation : ce n'est pas dans ce moment-ci que l'on crie fort contre l'Union.

Essayons-en un peu plus longtemps avec franchise et bonne entente ; elle n'a pas fonctionné bien et mal, peut-être fonctionnera-t-elle mieux. Elle a été imposée aux Canadiens contre leurs vœux ; ils s'y sont soumis en protestant contre, mais sans se porter à des violences honteuses, bien qu'ils fussent en majorité. Si on travaillait à la faire fonctionner avec une déférence mutuelle, il pourrait en résulter beaucoup de bien.

L'hon. M. TACHÉ dit, entre autres choses, que les anglais, peu de temps après la conquête, promirent aux Canadiens-français de leur laisser jouir de leur langue et de leurs institutions, et par suite de cette promesse, ils ont divisé la province. Le changement subsequnt n'a pas été opéré par les Canadiens-français, mais il n'a été fait dans le but de leur nuire, de les noyer. Mais heureusement, il s'est trouvé dans le Haut-Canada des hommes honnêtes, désireux de soutenir la loi et de rendre justice aux Canadiens-français.

Plusieurs autres honorables messieurs parlèrent contre la proposition. MM. Leslie, McGill, Viger, Quesnel, Morris, Ross et quelques autres la supportèrent, MM. Ferrie, Pinhey, etc., insistèrent à ce que dans toute division Montréal et les townships de l'Est soient laissés au Haut-Canada.

La suggestion de l'hon. M. Leslie, le moteur consentit à retirer sa motion.

Maintenant nous demanderons au parti Papineau qui veut agiter de suite le rappel de l'Union, s'il serait prêt à accepter cette proposition ? s'il serait possible de l'effectuer avantagensement pour nous ?

— M. Inver.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

SUBSIDES.

M. le solliciteur-général Blake, fait motion que la chambre reçoive le rapport du comité sur les subsides.

M. Christie propose en amendement les résolutions dont il a donné avis, c'est à dire que la chambre s'engage à prendre en considération le sujet de la réduction des salaires au premier moment.

M. Papineau supporte la motion en amendement, après avoir réitéré encore son vocabulaire d'injures et d'accusations de corruption contre le ministère. Il cite l'état de New-York comme modèle à suivre en fait de salaire.

M. Boulton de Norfolk dit que les salaires dont il est fait mention dans les résolutions ne sont pas trop élevés. Mais il y a des officiers inférieurs qui lui semblent trop grossièrement rémunérés comme les juges de district qui reçoivent £500 par an.

M. Blake dit que le gouvernement s'est occupé d'un si grand nombre de sujets importants que s'il n'a pu se saisir de la réforme financière, le pays saura lui faire crédit et reconnaître qu'il n'a pas été ni par des motifs inconvénients. L'hon. membre pour Saint-Maurice, à son ordinaire, ne pouvait se corriger de la manie des répétitions, parle encore de l'état de New-York, comme un modèle pour le Canada ; mais s'il savait quelque chose de New-York, il saurait que les salaires, mesquins donnés aux juges empêchent les hommes du premier ordre d'accepter ces places ; et par conséquent ces emplois importants sont remplis par des hommes de talents inférieurs. En Canada, il n'y a pas un avocat du premier ordre qui voudrait accepter une pareille position à moins de £1,000 par an, vu qu'il peut faire plus au barreau. Quant à la corruption, il est certain que d'autres gouvernements se sont servis de cette pratique pour gagner du support ; mais il défie l'hon. membre de désigner un seul cas de corruption pour lequel il peut blâmer le ministère actuel. Il y eut un temps où l'hon. membre pour Saint-Maurice, n'était pas aussi grand avocat de l'économie, qu'il n'est aujourd'hui. Il y eut un temps où le revenu du Bas-Canada n'était pas suffisant, et où ce revenu était formé par la même Angleterre que l'hon. membre naitrait comme

l'armement. Avant cette époque, il n'y avait pas eu de salaire pour l'orateur dans le Bas-Canada ; mais vers ce temps-là l'orateur commença à recevoir £1,000 par an, et continua à les recevoir pendant longtemps, (applaudissements.) Puis il agissait de manière à ne faire aucun bien à son pays, prenant ses *lods et ventes* comme seigneur et son large salaire comme orateur.

Malgré les circonstances extraordinaires survenues, les troubles soulevés à dessein pour nuire à la législation, combien de mesures importantes le ministère n'a-t-il pas conduites à maturité ! comme le bill des railroads, de la judicature, des élections, etc.

L'administration est fermement attachée à la constitution donnée au pays par l'Angleterre et elle la maintiendra en dépit de tout, elle ne l'abandonnera jamais. Il exprime son étonnement d'avoir entendu M. Papineau parler de conciliation. Quant aux adresses, il affirme qu'il est faux que celles du Haut-Canada aient été faites « dans le dessein de flatter les ministres », mais il exprime sa conviction que le malaise de M. Papineau au sujet des adresses vient de ce que son propre comité a fourni 3,500 signatures à une adresse approuvant la conduite du gouverneur-général, tandis que, d'après la rumeur, les adresses envoyées par lui (M. Papineau) ont été rejetées, et qu'on lui demande de résigner. Il termine en démontrant l'inconvénience dont M. Papineau s'est rendu coupable, en attaquant en chambre le clergé catholique du pays.

M. Papineau prétend qu'on a dénaturé son langage, comme c'est la coutume du ministère, dit-il, dans la chambre et au dehors. Il n'a pas été le seul à recommander une prompte prorogation ; mais elle n'a pas eu lieu, parce que les ministres désiraient cabaler pour capter l'approbation du peuple paisible du Bas-Canada. Le seul but du ministère a toujours été de déverser la calomnie sur tout membre indépendant. Il n'a pas connaissance d'autres adresses envoyées dans le comté de Saint-Maurice que celles envoyées par les ministères.

M. Blake lui demande par deux fois si c'est bien là la vérité ?

M. Papineau affirme le fait et ajoute qu'il n'a pas appris non plus que ses parents en aient envoyé dans ce comté. Il s'étend ensuite très-longuement contre le ministère et en justification de sa propre conduite, depuis qu'il est revenu sur la scène politique. Il attaque encore tous ceux qui ont signé des adresses au gouverneur, les accusant d'être corrompus par le ministère, et il fait le même honneur à la presse qui soutient la conduite du ministère. Qu'il suffise de dire que jamais il n'a déployé plus de rage dans ses paroles et dans son geste que cette fois.

Il écuma de la bouche, se frappait dans les mains, indiquant du doigt le premier ministre, s'adressant profondément devant les colonels Prince et Gully, déchirait les genoux alternativement, fatiguait ses vieux pommons par des efforts trop grands, suait sang et eau et ses auditeurs aussi. Tout le prenaient en pitié et s'étonnaient de le voir tomber si bas du haut de sa grandeur passée.

Il voulut ensuite justifier ses accusations contre le clergé catholique, mais ce ne fut que pour accrédi-ter les mensonges de la Gazette et des correspondants du *Herald*, en disant que les prêtres avaient fait signer les adresses ministérielles par des enfants et autres, et avaient fait des sermons politiques du haut de la chaire de vérité. Il leur nie de nouveau le droit de parler sur les affaires politiques dans un temps comme celui-ci.

Il en vint ensuite à vouloir ridiculiser ceux qui calculent pour l'avenir du pays, il parut croire que tous les projets d'amélioration, et de travaux pour la prospérité future du pays, sont des rêves inutiles dont il ne faut faire aucun cas. En fait d'économie politique, il parait être de la doctrine du savant Lafontaine.

« Chaque jour amène son pain. »

L'hon. M. Merritt répond à peu près dans les termes suivants :—Je ne suis pas insensible à l'état de dépression où sont les finances de la province de moins qu'il n'y ait l'accroissement des droits en peu d'années de 2 1/2 à 12 1/2 par cent. Le gouvernement se trouve dans une position à ne pouvoir emprunter £100, et obligé d'émettre des papiers, comme le font les hommes qui ont fait des dépenses au-delà de leurs moyens. Le pays a emprunté des sommes considérables d'argent pour améliorer les travaux publics qui ne sont pas encore finis, et qui, par conséquent, ne donnent pas de revenus. Mais il n'y a pas un homme, s'il a quelque connaissance de la géographie du pays, qui puisse faire l'assertion que vient de faire l'hon. monsieur qui ne fait que de prendre son siège. C'est la pure ignorance qui donne naissance à ce sentiment. Malgré tout, le gouvernement a fait quelque chose pour le rétablissement des finances du pays. D'abord, il y a le fonds d'amortissement, au moyen duquel, sans aucun doute, les finances de la province vont bien être mises sur le même pied que les finances des canaux de l'état de New-York qui produisent annuellement \$1,000,000. Nous avons augmenté les droits de douane pour faire face aux demandes sur le revenu du pays en attendant que la dette soit payée, et que les dettes soient elles-mêmes graduellement diminuées jusqu'à ce qu'enfin elles soient totalement abolies. Alors le Canada pourra échanger les manufactures anglaises avec le pays le plus riche du monde. Le gouvernement a aussi passé une loi qui met en son pouvoir de disposer des propriétés locales dont la direction occasionne une grande dépense, et il a pourvu à ce que la direction des terres publiques se fasse avec une épargne de \$20,000 à \$30,000 par an. Ce sont là des mesures que le pays approuve. Je suis prêt à réduire le nombre de départements du gouvernement, et de fait, je ne demeurerais dans le gouvernement qu'à la condition qu'il soit certain que des retranchements se fassent dans les dépenses. Mais un plan rationnel et étendu de simplification demande du temps, et ne se fère pas en un jour et sur parole. Le projet de loi sera en un jour et sur parole. La prochaine session sera le temps convenable pour cela. Col. Prince dit qu'il devait reconnaître que l'hon. orateur qui l'a précédé a la sage habitude de parler toujours à la question et de ne pas parler trop. Il regrette que sur l'amendement de son ami pour Gaspé, qui a tout simplement pour but d'obtenir de la chambre une promesse de s'occuper du sujet de la réduction des salaires à la prochaine session, on se soit laissé entraîner à parler de toutes sortes de choses, sur la terre, dans le ciel et dans les eaux dessous la terre.

Il vante ensuite l'hon. membre pour Saint-Maurice comme le membre le plus sage, le plus hon-

nête, le plus indépendant, le plus philosophe qu'il ait jamais connu ; son seul regret c'est que le parti conservateur ne puisse pas toujours compter sur le support de cet homme ! Cependant, ayant bien compris l'éloquence de l'hon. membre, il croit que les errements de son imagination seraient bien plus dignes de l'île d'Émeraude que de législateurs sobres. Il trouve spécialement trop élevés les salaires accordés au commissaire des terres de la couronne, au receveur-général, aux orateurs, etc., remarquant en même temps que les juges de district qui sont les esclaves du pays, qui ont à voyager dans 5,000 milles par an à leurs frais, ne reçoivent que £500, et cependant il prétend que ces juges font plus pour le bien public que tous les grands potentats de la province pris ensemble.

M. Chauveau dit que s'il vote contre l'amendement de l'hon. membre pour Gaspé, ce n'est pas qu'il admette que les salaires ne sont pas trop élevés, mais parce qu'il pense que la proposition est rédigée d'une manière si extraordinaire qu'il serait porté à la croire illégale, si elle ne venait d'un législateur aussi ancien. La manière dont elle est conçue la lui fait trouver inutile, elle ressemble à une proposition faite ad captandum vulgus, pour en faire un moyen de cabale pendant la vacance. Quand une proposition raisonnable sera faite d'une manière utile pour la réduction des salaires, il sera prêt à la supporter.

La proposition de M. Christie mise aux voix fut perdue : la division étant 22 pour et 26 contre.

Le rapport du comité fut ensuite adopté. — Idem.

NOTICE

SUR LA DESTRUCTION DES ARCHIVES ET DES BIBLIOTHÈQUES DES DEUX CHAMBRES LÉGISLATIVES DU PARLEMENT DU CANADA, LORS DE L'ÉMEUTE QUI A EU LIEU A MONTRÉAL LE 25 AVRIL 1849.

Il est assez évident, d'après certains articles qui ont paru dans quelques-uns des journaux de la cité de Montréal, que le public n'est pas exactement instruit de toute l'étendue de la perte que le pays vient de faire par la destruction de ces deux riches et belles bibliothèques. Ce qu'il y a de révoltant, c'est que l'une de ces familles, en particulier, a eu l'effronterie d'avancer que ce désastre pouvait facilement se réparer, et qu'un moyen de quelques louis aurait bientôt remplacé une collection qui avait coûté tant d'années à rassembler, ainsi que des sommes considérables à la province. Ce sont les apologues du crime et du brigandage qui réduisent de semblables articles ; il faut bien qu'ils veillent à recourir à de pareils moyens afin de jeter un voile, s'il est possible, sur un acte de vandalisme qui déshonore à jamais les auteurs et les auteurs d'un acte aussi atroce. Mais, à l'aide de renseignements puisés aux meilleures sources, on est maintenant en état de présenter au public l'exposé suivant qui a été rédigé avec tout le soin possible.

Les bibliothèques des deux chambres, au moment de leur destruction par les incendiaires, réunissaient environ 22,000 volumes. Celle de l'Assemblée, qui était la plus nombreuse, la plus riche et la plus complète, comptait pour sa part 14,000 volumes, c'est-à-dire près du double de volumes de la bibliothèque du conseil, dont la collection était en partie composée des mêmes ouvrages que celle de la chambre. Avant l'Union des deux provinces, ces collections ne formaient qu'environ 8,000 volumes, appartenant exclusivement à la législature du Bas-Canada ; la Haute-Canada, lors de l'Union, n'augmenta cette collection que d'environ 200 volumes ; c'est les bibliothèques de ses deux chambres, ayant déjà été détruites pendant la guerre de 1812. Durant les trois années que la législature siégea à Kingston, il n'y eut presque aucune augmentation ; mais depuis 1844, époque de la translation du siège du gouvernement et de la législature à Montréal, la bibliothèque de la chambre, en particulier, augmenta successivement de 800 à 1,000 volumes chaque année. Au commencement de chaque session l'orateur de la chambre, assisté d'un nombre de membres instruits, formait un bureau appelé « le Comité de la Bibliothèque », chargé de préparer les catalogues des ouvrages que l'on devait faire venir d'Europe. Les vues judicieuses et éclairées de ces comités, aidés de M. Winder et Todd, bibliothécaires zélés et intelligents, donnèrent un nouveau développement à l'augmentation de cette bibliothèque, tellement qu'en peu d'années elle se trouva augmentée de plusieurs mille volumes et enrichie d'ouvrages les plus importants et les plus précieux relativement à la législation, de même que sur la littérature, les sciences et les arts. On jugera du degré d'importance qu'elle avait déjà acquis, et de ce qu'elle aurait pu devenir dans la suite, par l'aperçu suivant du nombre de volumes que renfermaient les grandes et les plus importantes divisions de cette bibliothèque au commencement de l'année 1848 ; plusieurs autres classes n'y sont pas énumérées :

Théologie, Religion et Histoire Ecclésiastique.....	275
Gouvernement, Politique et Législation.....	430
Économie politique, Commerce et Statistique.....	195
Droit naturel, Droit des nations, Droit civil et canonique.....	175
Droit constitutionnel, parlementaire, et son Histoire.....	1025
Lois des Statuts, Common Law, Traités et Rapports.....	770
Lois des Colonies.....	450
Lois Françaises, Traités, Commentaires, Sciences physiques, Mathématiques, Philosophie.....	910
Histoire naturelle, Agriculture, Botanique, Arts mécaniques et Manufactures.....	695
Belles-Lettres, Classiques, etc.....	750
Littérature en général.....	460
Géographie, Voyages de découverte.....	875
Histoire générale.....	415
Histoire de l'Europe, Histoire Romaine et des autres peuples.....	515
Histoire de France, et Mémoires.....	455
Histoire d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, Autres classes.....	760
Additions depuis 1847, environ.....	710
Collection sur l'Histoire de l'Amérique.....	1355
	1000
	1592
	13,902

Les grandes collections sur la législation, telles que les journaux de la chambre des lords et de celle des communes, de 182 vols. in-fol., ainsi que

les *Records of Great Britain*, 90 vols. in-fol., ne se trouvent plus chez les libraires au complet, et il est douteux qu'on puisse jamais les remplacer. Plusieurs autres ouvrages avaient coûté un grand prix ; nous pourrions citer, entr'autres, la collection d'*Audubon sur l'Ornithologie Américaine*, 4 vols. in-fol., dont les deux exemplaires, pour les deux chambres, avaient coûté £500. Les éditions les plus estimées, les plus riches reliures, rien n'avait été épargné pour rendre cette collection digne du pays. Tout récemment la bibliothèque venait de recevoir, par l'entremise de M. Vatteure, de la part du gouvernement français, une généreuse donation de plus de 300 vols., au nombre desquels se trouvait la magnifique collection des *Mémoires inédits sur l'Histoire de France*, en 65 vols. in-4. Le *Mercure de France* (ouvrage rare) depuis 1610 jusqu'à 1640, en 24 vols. Cette donation était, en outre, accompagnée d'une nombreuse collection de gravures représentant les chefs-d'œuvre des monuments archéologiques de la France, ainsi que d'une série de dessins sur les intéressantes découvertes des ruines de l'ancienne Ninive.

Cependant, dans l'énumération qui vient d'être faite, il n'a pas encore été parlé de la rare et précieuse collection sur l'histoire de l'Amérique qui a été récemment achetée par le gouvernement. Cette collection formait un département distinct et séparé du corps principal de la bibliothèque de la chambre, et par son importance elle méritait une attention particulière. M. Faribault, greffier adjoint de la chambre, après plus de 18 années de travail et de recherches, et une correspondance incessante par l'intermédiaire de libraires éminents de diverses parties de l'Europe, était parvenu à rassembler une collection de 1600 volumes, embrassant une grande partie de ce qui avait été publié sur l'histoire des deux Amériques, mais plus spécialement les ouvrages qui avaient rapport à l'histoire des premiers temps du Canada, tels que les voyages pour la découverte du pays, l'histoire de sa première colonisation, le commencement de ses établissements religieux et civils, les travaux de ses premiers fondateurs ainsi que de ses premiers missionnaires, les guerres de ses premiers colons avec les sauvages, ainsi que celles qui eurent lieu ensuite entre la France et l'Angleterre pour la possession du pays. On peut dire que dans ce genre cette collection était absolument unique. Nous citerons ici quelques-uns des ouvrages les plus remarquables des anciens historiens sur le Canada où tous ces événements se trouvent consignés. Toutes ces anciennes relations avaient coûté des négociations et des démarches à M. Faribault, qui avait réussi à se procurer les éditions les plus rares et les plus estimées de ces ouvrages tant par leurs cartes que par leurs gravures :

Champlain, *Voyages et découvertes en la Nouvelle France*, éditions de 1613, 1620 et 1632 ; *Leccarbot, Voyages de la Nouvelle France*, éditions 1609, 1612, 1617 et 1618 ; *Nova Francia*, 1609 ; *Sagard, Voyage au pays des Hurons*, 1632 ; *Crescuzi Historia Canadensis*, 1664 ; *Hennepin, Description de la Louisiane*, éditions 1683, 1685, 1697 et 1698 ; *Leclercq, Études de la Foi en la Nouvelle France*, 1691 ; *Dissemination de la Foi en la Nouvelle France*, 1691 ; *Relation de la Gaspésie*, 1692 ; *Mémoires de Marie de l'Incarnation*, 1694 ; *Lahontan, Éditions 1703, 1709, 1725, et 1728* ; *Journal de Jostel*, 1713 ; *Dénys, Descriptions de l'Amérique*, 1722 ; *LeFebvre, Aventures parmi les sauvages*, 1728 ; *Walters, Mémoires des sauvages américains*, 1728 ; *Lafolletrie, Voyage en Amérique*, 1722 ; *Relations du Mississippi*, 1720 ; *Voyages de découverte de la Salle*, 1714 ; *Mémoire de l'abbé de la Tour*, 1761 ; *Mémoires des commissaires sur les limites de l'Acadie*, 1755 ; *Histoire de l'Hôtel-Dieu de Québec*, 1751 ; *Charlevoix, Histoire de la Nouvelle France*, 1744.

Presque tous ces ouvrages sont devenus introuvables, et sont conséquemment perdus pour le pays et pour l'histoire qui désirent étudier l'histoire de ses premières années. Il en est à-peu-près de même à l'égard d'un grand nombre d'autres ouvrages, moins anciens cependant, relativement aux événements qui ont précédé et suivi la conquête du pays. Tous sont aussi devenus excessivement rares, et il ne reste que peu d'espoir de se les procurer. Nous citerons quelques-uns de ces derniers : *Douglas, Summary, History of British Settlements in America*, 1755 ; *Bollan, Importance of Cape Breton*, 1746 ; *Interest of Great Britain regarding her Colonies*, 1760 ; *Walker's Expedition to Canada*, 1720 ; *Knock's History, Journal of Campaigns in North America*, 1769, with plates ; *Mante's History of the war in America*, maps and plates 1772 ; *Roger's Journals of Excursions in North America*, 1765 ; *Jeffrey's History of British Dominions in America*, maps and plates, 1764 ; avec un nombre d'autres ouvrages sur les événements de la guerre de l'indépendance américaine qui ont presque tout disparus des dépôts chez les libraires, ou qui sont enlevés à des prix excessifs aussitôt qu'ils sont annoncés sur les catalogues.

Quant aux archives, nous pensons qu'il n'y a eu de sauté de l'incendie que les seuls bills grossiers qui se trouvaient alors dans la salle des séances du Conseil Législatif et qui avaient reçu la sanction royale peu d'heures auparavant. Ainsi tout ce qui existait en fait d'archives et de documents manuscrits de la ci-devant Législature du Haut-Canada, de même que tous ceux appartenant aux deux chambres de la Législature du Canada depuis l'Union en 1841, consistant en rapports de comités généraux, dont quelques-uns seulement sont insérés dans les journaux, les milliers de pétitions présentées aux deux chambres, de nombreux et importants documents sur la statistique du pays, tous les projets de bills soumis à la chambre depuis quinze à vingt années et reliés en volumes, avec une masse de journaux, de rapports et de documents séparément imprimés ; tout est devenu la proie des flammes ; et il ne reste de vestiges des archives de notre législature que celles de la Législature du Bas-Canada depuis 1791 jusqu'à 1837, qui heureusement sont toujours demeurées jusqu'à ce moment dans le Palais Législatif à Québec, faute d'un local convenable, pour les déposer dans l'édifice qui vient d'être incendié à Montréal.

Il a fallu quelque temps pour se procurer plusieurs de ces détails qui ont servi à rédiger cette notice. On les livre maintenant au public comme les seuls souvenirs qui nous restent d'une collection dont la perte doit être sous plusieurs rapports irréparable, et en même temps pour attester l'infamie de ceux qui ont pu commettre un semblable outrage.

Quant à la valeur des ouvrages des deux bibliothèques, surtout en livres susceptibles d'être appropriés en argent, elle ne peut être que de 225,000 ; et chaque jour, nous devons nous attendre à voir diminuer ce chiffre.

